



BREXIT - sans approbation du Parlement britannique

Par [Peter Koenig](#)

Mondialisation.ca, 29 août 2016

[PressTV Française](#) 28 août 2016

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Entrevue par PressTV Française

Brexit : Theresa May pourrait ne pas solliciter le vote du Parlement

La Première ministre veut désormais concrétiser le Brexit en se passant, si besoin est, du vote du Parlement.

La Première ministre veut désormais concrétiser le Brexit en se passant, si besoin est, du vote du Parlement. -

Craignant que les anti-Brexit saisissent l'opportunité de remettre en cause le divorce de la Grande-Bretagne avec l'UE, la Première Ministre pourrait ne pas solliciter le vote du Parlement pour négocier le Brexit.

Selon une information de *The Telegraph* reprise par Reuters, la Première ministre britannique, Theresa May, pourrait ne pas solliciter le vote du Parlement pour entamer la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne.

Elle s'oppose ainsi aux opposants à la sortie de l'Europe qui estiment que le référendum était un scrutin consultatif et que « le Brexit n'est pas inévitable », comme l'a indiqué Lord O'Donnell, ancien secrétaire de cabinet qui a travaillé pour Tony Blair, Gordon Brown et David Cameron. Pour lui, la sortie de l'UE doit impérativement recevoir l'aval de la Chambre des communes.

« Brexit veut dire Brexit »

Après que le résultat du vote du 23 juin, qui a validé le Brexit auprès des Britanniques, la Première ministre avait déjà indiqué qu'elle ne souhaitait pas « déclencher » l'article 50 qui octroie un délai de deux ans afin de négocier la séparation.

Theresa May a prévenu qu'il n'y aurait pas d'autre vote et que pour elle, « Brexit veut dire Brexit ». Pas question pour elle d'offrir l'opportunité d'un vote au Parlement qui pourrait retarder ou même annuler la mise en oeuvre du divorce.

« *La Première ministre a été claire, le peuple britannique a voté et maintenant elle va s'attacher à concrétiser le Brexit* », a indiqué au *Telegraph* une source au 10, Downing street. La dirigeante a consulté des juristes du gouvernement qui lui ont confirmé qu'elle pouvait invoquer l'article 50 sans un vote du Parlement, poursuit en outre le quotidien.

PressTV : Quel est votre commentaire sur cette décision surprise ?

Peter Koenig :

Je salue cette décision de Madame May et pense que c'est une décision souveraine est correcte – politiquement ainsi qu'économiquement.

Ce que La Première Ministre a l'intention de faire, soit déclencher l'article 50, sans l'acquis du parlement, c'est une bonne chose. C'est respecter la démocratie – tous ce que ses prédécesseurs essayaient d'éviter.

Je pense c'est également une signale claire aux Etats-Unis, qui cherche des raisons pour qu'un Brexit n'ait pas lieu – voir Kerry quand il a dit lors d'une récente visite au Royaume Uni qu'il y a plusieurs manières d'éviter le Brexit – et surtout de le reporter aussi longtemps que possible.

Je pense que ce message à Washington est un des plus importants – montrer la souveraineté britannique.

Le message est aussi important pour le reste de l'Europe, pour plusieurs raisons :

1) Pour les trois Grands, soit l'Allemagne, la France et l'Italie – pour qu'ils sachent que malgré leur désaccord de principe qu'ils essayaient de dissimuler lors d'une réunion il y a quelques jours sur une île de l'Italie pour discuter les conséquences du Brexit – la Grande Bretagne est déterminée de respecter la décision de leurs électeurs – réunion, à laquelle ils ne considéraient pas nécessaire d'inviter ou consulter les concernés, les Britanniques, ni les membres qui ont souffert le plus de l'Union Europe, pour essayer au moins de comprendre ce qui va mal à Bruxelles, dans la constellation de l'UE en générale ; et

2) La décision de Mme. May pourra encourager d'autres membres de l'Union Européenne de prendre des actions similaires dans leurs propres mains, soit initier un 'exit' référendum – ou de quitter l'union et l'euro directement.

Cette mise en scène rapide du Brexit pourrait précipiter un collapse rapide de l'UE et de l'euro – ce qui serait une bonne chose.

Comme je l'ai dit dans d'autres occasion, la désintégration de l'Union Européenne et de l'Euro serait le mieux qui puisse se passer pour l'Europe – pour les peuples de l'Europe. Un grand avantage pour les populations serait, par exemple, qu'il n'y aura pas le TTIP, cette esclavisation de l'Europe par les Etats Unis.

Je pense aussi, que Madame May a fait ses recherches en ce qui concerne l'impact économique sur le Royaume Uni d'un Brexit – et elle a certainement trouvé que malgré l'énorme propagande contre un Brexit, en suscitant les dangers économique, ou même projetant des scénarios désastreux – que tout cela était rien que de la propagande négative, des mensonges, et que le Royaume Uni pourra très bien survivre et même prospérer sans l'UE – et qu'il y aurait certainement la possibilité des accords bilatéraux entre pays- à la Suisse – qui peuvent se faire, sans avoir une dictature comme Brussels par-dessus.

Peter Koenig

Économiste et analyste géopolitique

La source originale de cet article est [PressTV Française](#)

Copyright © [Peter Koenig](#), [PressTV Française](#), 2016

Articles Par : [Peter Koenig](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca